

Contribution de Telecom Italia S.A. à la consultation publique sur l'allègement de la réglementation appliquée aux marchés de détail de la téléphonie fixe

Telecom Italia a déjà eu l'occasion dans sa précédente contribution sur l'allègement de la réglementation d'exprimer des réserves sur la procédure et le calendrier suivi par l'ARCEP concernant cet allègement. En particulier, Telecom Italia avait considéré que l'analyse de la concurrence menée par l'ARCEP n'était pas suffisamment approfondie en terme de position des acteurs sur les marchés visés et en terme d'offres à la disposition des opérateurs alternatifs pour répliquer les offres de détail de France Télécom.

Pour l'essentiel, ces réserves demeurent et Telecom Italia considère qu'un nouvel allègement de la réglementation appliquée aux marchés de détail de la téléphonie fixe est prématuré et injustifié.

L'allègement de la réglementation n'est pas justifié par des évolutions notables du marché

Sur les marchés de détail, il ne semble pas que les parts de marché de la téléphonie fixe de France Télécom et des opérateurs alternatifs aient significativement évolué depuis 2006, date du dernier allègement de la réglementation. En tout état de cause, l'ARCEP ne fournit aucune donnée précise sur ces parts de marché.

De même, sur le marché de gros, la consultation ne donne aucune information précise sur le succès commercial de la vente en gros de l'abonnement qui n'a été mise en œuvre que par deux acteurs du marché résidentiel et ne fait l'objet quasiment d'aucune publicité.

L'ARCEP note elle-même d'ailleurs que la pression concurrentielle provient essentiellement de l'essor des services de voix sur large bande. Or, les offres de gros sous jacentes aux services de voix sur large bande ne sont pas examinées dans le cadre de cette consultation.

Concernant les évolutions du marché, Telecom Italia s'étonne par contre que l'Autorité n'évoque à aucun moment la concentration du marché français qui s'est poursuivie depuis le dernier allègement de la réglementation. En effet, s'il n'est pas contestable que la concurrence reste très vive sur le marché français, il convient sans doute de s'interroger sur la pérennité de cette concurrence et sa diversité. En tout état de cause, les évolutions récentes du marché montrent bien que la concurrence reste encore fragile et instable.

La réglementation actuelle n'impose pas de contrainte injustifiée à France Télécom

Telecom Italia considère que la réglementation appliquée aux marchés de détail de la téléphonie fixe, déjà allégée en 2006, ne fait pas peser sur France Télécom de contraintes injustifiées et ne l'handicape aucunement vis-à-vis de ses concurrents.

L'obligation de ne pas pratiquer de couplage abusif par exemple n'a pas empêché France Télécom de lancer depuis longtemps des offres couplant abonnement et communications (offres « Tout compris » « Optimales »). De même, France Télécom propose depuis plusieurs mois déjà des offres de VoB sans abonnement en dehors de toute contrainte réglementaire.

Pour autant, le maintien de ce remède réglementaire constitue selon Telecom Italia un « filet de sécurité » nécessaire pour la concurrence compte tenu de la puissance persistante de France Télécom sur les marchés de la téléphonie fixe, de sa capacité, en tant qu'opérateur intégré, à proposer des offres convergentes incluant aussi une composante mobile (non répliquable par tous les opérateurs alternatifs), et du caractère incomplet et non éprouvé des remèdes de gros comme la vente en gros de l'abonnement ou la comptabilisation des coûts.

Le caractère contestable de la répliquabilité économique de l'offre de vente en gros de l'abonnement

Un des principaux éléments justifiant pour l'ARCEP la levée de la régulation des marchés de détail de la téléphonie fixe réside dans l'existence de l'offre VGAST. Or, au-delà des questions sur le développement de cette offre, Telecom Italia considère que sa tarification ne garantit pas aujourd'hui aux opérateurs alternatifs un espace économique suffisant pour leur permettre de concurrencer de manière viable les offres de détail de France Télécom.

L'analyse insuffisante des offres de gros sous jacentes aux offres de détail de France Télécom

Telecom Italia se félicite de la position prudente de l'ARCEP consistant à ne pas lever la régulation visant les marchés professionnels tant que les offres de gros de France Télécom ne présentent pas plus de garanties de qualité de service.

Mais Telecom Italia considère que le constat fait par l'Autorité sur les marchés professionnels est au moins aussi en partie valable sur le marché résidentiel. En effet, bien que France Télécom ait depuis quelques mois une obligation de publier des indicateurs de qualité de service comparé entre ses offres de gros et de détail, force est de constater que la qualité de service offerte aux opérateurs alternatifs pour un certain nombre d'offres sous jacentes à la fourniture de VoB (dégrouper, DSL) fait encore l'objet de vives critiques de la part des opérateurs alternatifs. Il suffit pour s'en convaincre de se référer aux comptes rendus des dernières réunions de travail de suivi des offres de dégroupage et de DSL pour constater que la QoS demeure un sujet récurrent de contestations : « queue de production », « relève de dérangement »... Ces problèmes de qualité de service pour le marché résidentiel viennent d'ailleurs de conduire l'ARCEP à demander à France Télécom d'ajouter de nouveaux indicateurs de QoS à sa liste actuelle : indicateurs en volume sur les accès livrés après 27 jours et signalisations non résolus après 3 jours.

De plus, il convient de noter que les offres de gros de France Télécom de dégroupage et DSL ne contiennent aucune pénalité en matière de maintenance des accès et par la même aucune incitation pour France Télécom d'améliorer le niveau de QoS actuel et aucune garantie pour les opérateurs alternatifs.

Au-delà des questions de qualité de service, les autres mesures, proposées par Telecom Italia dans sa précédente contribution, pour améliorer les offres de gros de dégroupage et DSL restent d'actualité et devraient, selon nous, constituer un préalable avant tout nouvel allègement de la régulation.